

Intellectuels et militants de l'Islam contemporain

Sous la direction de
Gilles Kepel et Yann Richard

Sociologie
Seuil

Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien, 1987-1988

par Jean-François Legrain

Le phénomène islamiste se rattache à une matrice explicative commune ¹ mais il s'est exprimé de manière différenciée selon les contextes nationaux et parfois à l'intérieur d'un même État ². Dans le cas palestinien, la spécificité du contexte politique et historique interdit de le réduire à un prolongement de l'expérience égyptienne ou à un appendice de la Révolution iranienne. L'absence d'une structure étatique classique, mais également l'exceptionnelle résistance du discours nationaliste jamais confronté dans des territoires encore occupés aux épreuves de l'indépendance ont rendu l'émergence de l'alternative politico-religieuse plus tardive et plus difficile qu'ailleurs.

A la fin des années soixante-dix, alors même que l'OLP est parvenue à monopoliser le bénéfice politique du discours nationaliste au terme d'un processus diplomatique et militaire, des islamistes apparaissent. Jouant des failles de l'OLP, ils proposent de faire de l'islam une alternative idéologique, politique et militaire au modèle de lutte proposé par la centrale palestinienne ³. Contrairement à bien des groupes islamistes de par le monde, qui ont fait de la prise du pouvoir étatique leur priorité pour, à partir de lui, réislamiser la société jugée corrompue par les valeurs occidentales, les islamistes palestiniens, du type des Frères musulmans traditionnels ⁴, ont fait de la réislamisation immédiate de la société leur objectif prioritaire. Une analyse du rapport de forces avec l'occupant les a conduits à repousser à plus tard la libération de la Palestine. Ils ont resocialisé à partir des mosquées, des universités (qui deviennent leur bastion avec l'arrivée massive de populations réfugiées ou rurales) et de leurs clubs les victimes de l'occupation dans une ambiance de puritanisme face à la corruption supposée des élites proches de l'OLP et des Israéliens. Les

Frères musulmans ont également joué des conflits d'intérêt entre les diverses parties de la scène politique palestinienne, s'alliant à l'occasion avec la Jordanie et avec le Fath, intéressés à marginaliser une gauche majoritaire dans les municipalités, les universités et les syndicats ou associations caritatives et sociales ; ils ont également profité de la tolérance des autorités d'occupation, trop heureuses de voir se développer les dissensions internes palestiniennes ⁵.

Les deux dernières années ont mis en lumière l'émergence d'un courant islamiste d'un autre type. A la différence des Frères musulmans, avec lesquels ils ont rompu quelques années plus tôt, de nouveaux partisans du djihad prônent le passage immédiat à l'action armée : en 1986-1987, ils ont mené au nom de l'islam toute une série d'opérations militaires contre des objectifs israéliens, réchauffant le front intérieur palestinien et apportant une contribution de première importance à la préparation du soulèvement général que vivent la Cisjordanie et la bande de Gaza depuis décembre 1987 ⁶.

S'il était possible aux Frères musulmans, en période d'occupation « normalisée », de donner la priorité à la réislamisation sur la lutte contre l'occupation, le passage à une étape d'insurrection généralisée les sommait, sous peine de perte totale de légitimité, de traduire dans la réalité du combat quotidien le radicalisme de leur discours sur la libération de la Palestine ⁷. La création du Mouvement de la résistance islamique (MRI), plus connu sous son acronyme Hamas (*Harakat al-Muqawama al-Islamiyya*), a voulu répondre à ce défi, bien que celui-ci soit obligé de naviguer entre l'incontournable légitimité de l'OLP et la nécessité de montrer sa différence politique dans une participation commune à la lutte contre l'occupation.

Des historiographies contradictoires se sont mises en place : tandis que les partisans de l'OLP gommement généralement la participation islamiste, les Frères musulmans revendiquent la paternité du soulèvement, fruit d'une décision raisonnée prise au terme de plusieurs années de lent tissage d'un réseau associatif, loin de la résistance armée pour mieux endormir l'ennemi ⁸. Pour dépasser ces écritures partisans de l'histoire, il faut tenter l'inventaire des implications islamistes dans les événements en

cours. Les tracts des différents groupes, recueillis sur place, constituent la base de cet essai⁹, augmentés du dépouillement de la presse – palestinienne, israélienne et internationale¹⁰ –, et confrontés à de nombreux entretiens avec les acteurs de tous bords de Cisjordanie et de Gaza.

Le Djihad islamique

Le « Djihad islamique » est un terme générique qui désigne une nébuleuse de groupes aux stratégies parfois diverses mais réunis par le sentiment d'appartenir à une même mouvance politique et religieuse¹¹. Les communiqués politiques sont, le plus souvent, signés par *al-Djihad al-islami* (Djihad islamique) tandis que les opérations militaires sont revendiquées par les *Saraya al-Djihad al-islami* (Brigades du Djihad islamique). Plusieurs organisations étudiantes ont soutenu les idées du Djihad à Gaza comme en Cisjordanie : *al-Jamaa al-islamiyya* (la Communauté islamique), éditrice d'un *Sawt al-jamaa al-islamiyya* (La voix de la Communauté islamique), *al-Haraka al-tullabiyya al-islamiyya* (Mouvement étudiant islamique), éditeur d'*al-Bayan* (Le Manifeste) ou encore *al-Mustaqillun* (Les Indépendants). Les communiqués du groupe, sous la signature de la *Harakat al-djihad al-islami fi Filastin al-muhtalla* (Mouvement du Djihad islamique en Palestine occupée) et des *Saraya*, ont régulièrement été diffusés à l'extérieur, à Londres puis à Paris, dans *al-Tali'a al-islamiyya* (L'Avant-Garde islamique) : depuis la mi-février 1988, *al-Islam wa Filastin* (Islam et Palestine) a pris la relève, d'abord à Limasol, puis à Nicosie (Chypre) et à Tampa (Floride).

Les opérations militaires du Djihad (1983-1987)

Revendiquer des opérations armées au nom de l'islam est un phénomène relativement récent chez les Palestiniens sous

occupation israélienne. Les exemples de la lutte menée par Cheikh Izz al-Din al-Qassam dans les années trente et celle du mufti Hajj Amin al-Husayni durant toute la période mandataire n'étaient certes pas oubliés ; en 1980, sans être mêlé à l'assassinat récent de colons, Cheikh Rajab Bayyud al-Tamini, cadi d'Hébron, est déporté pour ses prêches, qui faisaient du djihad contre l'État hébreu un devoir personnel (*fard ayn*) pour tout croyant. La première apparition du djihad sous une forme armée remonte à 1983. Le 7 juillet, un jeune colon est poignardé à mort dans le centre d'Hébron par un commando qui justifie son acte par l'obligation du « djihad sacré » (*al-djihad al-muqaddas*). En octobre 1984, à Gaza, une cellule religieuse regroupée autour de Cheikh Ahmad Yasin, président de la plus importante association religieuse proche des Frères musulmans, *al-Mujamma al-islami* (le Rassemblement islamique), est démantelée ; condamné avec ses compagnons à de longues peines de prison pour « possession illégale d'armes qui n'avaient jamais servi visant à des actes de sabotage en vue de la destruction d'Israël et de la mise en place d'un État islamique ». Cheikh Yasin bénéficiera de l'élargissement dû à l'échange de prisonniers avec le FPLP-CG d'Ahmad Jibril en mai 1985.

C'est seulement en 1986-1987 que toute une série d'opérations militaires est revendiquée au nom de l'islam. La plus importante a lieu le 15 octobre 1986, près de la porte des Maghrébins, dans la vieille ville de Jérusalem : un commando des Brigades du Jihad lance des grenades sur les nouvelles recrues d'une unité d'élite de l'armée israélienne venues prêter serment devant le mur des Lamentations au terme de leur entraînement : l'attentat fait un mort et soixante-neuf blessés. Quelques jours plus tôt, des membres des Brigades avaient à deux reprises poignardé à mort des chauffeurs de taxi israéliens sur la place du marché central de Gaza. Plusieurs vagues d'arrestations sont alors menées, tant à Gaza qu'en Cisjordanie, mais, le 18 mai 1987, six partisans des Brigades s'échappent de la prison centrale de Gaza et organisent plusieurs opérations armées, dont l'attentat contre un capitaine de la police militaire poignardé à mort à Gaza le 2 août¹². Le 1^{er} octobre 1987 à Gaza, trois combattants des Brigades du Jihad sont tués dans une souricière tendue par l'armée (l'un d'eux

serait décédé plus tard à la suite de tortures). Le 6 octobre, quatre autres militants des Brigades sont tués à Chujaiyya (Gaza) dans un accrochage au cours duquel un officier du Shin Bet (service de renseignement de l'armée israélienne) trouve également la mort. Ces événements sont suivis de nombreuses arrestations, qui mènent à la découverte de plusieurs caches d'armes. C'est à ce moment que les autorités israéliennes ordonnent la déportation de Cheikh Abd al-Aziz Uda, présenté comme le guide spirituel du Djihad islamique ; des manifestations de grande envergure embrasent alors la bande de Gaza à plusieurs reprises, tandis que les Brigades revendiquent l'attaque de patrouilles au nord de Tel-Aviv, le 22 novembre, et en plein centre de Gaza, le 6 décembre, au cours de laquelle un Israélien est tué ¹³.

Structuration du Djihad

Le Djihad islamique palestinien, à l'instar des mouvements islamistes de par le monde, a conscience de constituer une élite éclairée porteuse d'une mission divine faisant de son engagement politique un prolongement de la foi. Le Djihad considère que les régimes arabes et islamiques actuels (à l'exception de l'Iran) sont retournés à l'état de *jahiliyya* (barbarie antérieure à l'islam) et appelle à les renverser par une révolution populaire qui, seule, saura rétablir les droits de Dieu. A la différence des Frères musulmans traditionnels avant tout préoccupés de resocialisation islamique, le Djihad a fait, sur le modèle de l'Iran révolutionnaire, d'une question politique et militaire – la cause palestinienne – une question religieuse centrale pour l'ensemble du monde islamique. Israël constituant le fer de lance de l'agression occidentale généralisée contre l'islam, il est du devoir de tout croyant, individuellement et collectivement, de lutter par tous les moyens possibles pour son élimination. Quoique critique sur les options prises selon lui par l'OLP – refus d'interférer dans les affaires arabes, prise de distance avec la révolution iranienne, abandon de la lutte armée comme voie exclusive vers la libération totale de la Palestine –, le Djihad considère comme nécessaire le dialogue

avec les nationalistes non religieux dès lors que l'ennemi commun est l'occupant israélien ¹⁴.

Si l'idéologie du Djihad est bien connue grâce à ses écrits diffusés à l'intérieur sous le manteau ou publiés à l'extérieur, ses origines et son histoire demeurent imprécises ; les sources sont limitées pour le moment aux communiqués du groupe et aux quelques rares interviews de Cheikh Uda, aux témoignages indirects et aux rapports des autorités judiciaires et militaires israéliennes. Le Djihad – en ce qui concerne ses « intellectuels » – est apparu au terme d'une évolution interne aux mouvements de Frères musulmans traditionnels. Vers la fin des années soixante-dix, selon Cheikh Uda, certains membres d'*al-Mujamma al-islami* ont commencé à critiquer la priorité donnée à la réislamisation de la société par la réforme personnelle, la prédication et le « pourchas du mal » ajournant ainsi la lutte pour la libération de la Palestine et l'édification d'un État islamique. Le débat a débouché sur deux scissions au moins : les salafiyyun (en référence aux *Salaf*, les « pieux ancêtres », compagnons de Mahomet) et *al-Djihad al-islami*. Les premiers se constituent en groupe à Khan Yunis (bande de Gaza) autour de quelques cheikhs, dont Hasan Abu Chagra (déporté le 11 avril 1988) et Muhammad Abu Jami. S'étant surtout fait connaître par ses expéditions musclées contre les débits de boissons, les magasins de vidéo et les mariages fêtés au son de musiques occidentales, le groupe aurait fait de la lutte *hic et nunc* contre le pouvoir juif l'une de ses préoccupations ; il refuse toutefois de faire alliance avec les forces non spécifiquement religieuses de l'OLP. Aucune opération armée n'a été revendiquée par les Salafiyyun qui auraient disparu en tant que groupe, intégrés au gré des emprisonnements dans le Djihad ¹⁵.

D'autres déçus d'*al-Mujamma al-islami* se constituent en cellules du Djihad, décidées à mener une lutte effective contre l'occupant, sans refuser *a priori* l'alliance avec les non-religieux. Les intellectuels du groupe, Cheikh Uda, enseignant à l'université islamique de Gaza, et le médecin Fathi Chqaqi, tous deux fascinés par la Révolution iranienne, ont forgé leurs convictions dans un étroit contact avec l'islamisme radical égyptien lors de leurs études à Zagazig (Delta). La libération de plusieurs centaines de prisonniers en échange de soldats israéliens détenus par le

FPLP-CG d'Ahmad Jibril en mai 1985 semble devoir être retenue comme la date clé dans le passage du combat idéologique à la lutte armée : les Brigades du Djihad auraient bénéficié des conseils et de l'aide directe de membres des anciennes Forces populaires de libération, qui avaient redécouvert l'islam au cours de leur incarcération depuis le début des années soixante-dix, date à laquelle ils animaient la résistance armée à Gaza ¹⁶. Les Brigades n'auraient, cependant, pu passer à l'action qu'avec le soutien financier et logistique du Fath, grâce à la médiation d'Abu Djihad, commandant adjoint des Forces militaires de l'OLP et cofondateur du Fath, et de son bureau alors ouvert à Amman.

Le nombre de membres militairement actifs au sein des Brigades du Djihad a été relativement réduit : en l'absence de statistiques officielles, on peut cependant penser qu'en novembre 1987 une centaine de personnes étaient incarcérées à Gaza et une trentaine en Cisjordanie, inculpées ou condamnées pour « appartenance au Djihad », sans que cela signifie nécessairement un passage à la lutte armée. Le groupe, toutefois, pouvait se targuer d'un très large soutien au sein de la population et de l'appui d'un nombre grandissant de Frères musulmans. Lors des élections étudiantes à l'université islamique de Gaza, le Bloc islamique, proche des Frères musulmans, avait emporté en novembre 1986 69 % des suffrages tandis que les Mustaqillun, partisans du Djihad, n'obtenaient que 4 % ; un an plus tard, le score du Bloc islamique tombait à 60 % des suffrages alors que celui des proches du Djihad atteignait 11 % des voix.

Le Djihad dans le soulèvement

Les nombreuses opérations militaires menées par les Brigades du Djihad ont, de l'avis de tous, joué un rôle de première importance dans le réchauffement du front intérieur palestinien qui a mené à l'Intifada. Le Djihad islamique manifeste une grande activité au tout début du soulèvement, « prolongement de la formidable insurrection [*tasa'ud*] populaire qui a commencé la pre-

mière semaine d'octobre suite au martyre des héros de Chuja'iyya » (tract du 15 janvier 1988). Quelques mois plus tard, il disparaît pour ne réintervenir qu'à l'occasion des débats touchant aux décisions du CNP prises à l'automne.

La mobilisation organisée

Entre le 10 décembre 1987 et le 8 mars 1988, une douzaine de communiqués, au moins, ont été diffusés soit par le Djihad, soit par les Brigades ¹⁷. Dès le 10 décembre, le Djihad publie à Gaza un tract dans lequel figure une *fatwa char' iyya* (décision de jurisprudence islamique) : « Toute parole, tout mouvement et toute opération, quels que soient leur importance et leur type, qui puissent exaspérer l'ennemi et lui porter du tort seront considérés comme obligation religieuse [*ibada*] qu'il est nécessaire de réaliser. Toute opération qui puisse irriguer les veines de l'occupation et la faire durer, alors qu'il est possible de l'éviter, même si cela doit te coûter du labeur et de la peine, sera considérée comme acte illicite [*haram*] dont il est nécessaire de s'abstenir. » A Gaza, le Djihad figure parmi les premières organisations à appeler à des mouvements de masse sur un slogan et une date précis, rencontrant un soutien unanime : la grève générale qu'il décide le 9 janvier (tract du 8 janvier 1988, reproduit in *IF*) est rigoureusement observée. Sa présence sur le terrain est telle à Gaza que les observateurs israéliens attribuent aux cercles islamistes les tracts diffusés à Jérusalem et en Cisjordanie le 18 janvier et signés d'un mystérieux Commandement du soulèvement ¹⁸.

Les tracts du Djihad relèvent de genres littéraires très divers. Certains se complaisent dans le lyrisme de la résistance et du martyre, faisant se succéder envolées de style et citations coraniques ; d'autres se limitent à la sobriété de l'articulation idéologique, sans citations coraniques. Tous font passer au premier plan l'appel au combat, le refus des négociations politiques avec Israël et la dénonciation de toute entreprise locale, arabe ou internationale, pouvant y conduire. « Non à la poursuite de l'occupation ! Non aux solutions illusoire et capitulaires ! Non aux solutions partielles ! Oui à la Palestine, toute la Palestine que libérera une révolution islamique », tel est le slogan que le tract distribué

à Gaza le 10 décembre invite à crier. Bien qu'il ne soit jamais fait état de l'expérience iranienne (à l'exception du communiqué à la presse arabe du 3 février 1988, dans lequel le mouvement trace ses origines idéologiques), l'idée de révolution islamique (*thawra islamiyya*) revient à plusieurs reprises, de même que le qualificatif d'origine libyenne *jamahiri* (« basé sur les masses ») utilisé pour qualifier le soulèvement¹⁹.

La volonté d'union avec l'OLP

Le Djihad, dans les premiers mois, affiche sa volonté d'œuvrer dans l'unité avec l'OLP pour intensifier le soulèvement. Comme la centrale palestinienne, les Brigades du Djihad renoncent à l'utilisation des armes contre les Israéliens (seuls les collaborateurs sont menacés de mort) : dans leur tract du 29 janvier 1988 diffusé à Jérusalem, elles donnent une série de consignes sur le combat contre l'ennemi, qui ne laisse aucun doute sur leur volonté farouche de lutter contre Israël : appel à constituer des « cellules combattantes et agissantes dans tous les domaines », élimination des collaborateurs, incendie des véhicules de l'ennemi, arrêt de ses mouvements et destruction de ses intérêts économiques, suspension du paiement des impôts et mise en garde contre les « opportunistes » (maires nommés et présidents de chambre de commerce). A aucun moment, toutefois, il n'est question de tuer des Israéliens, civils ou militaires. Dans son communiqué à la presse du 3 février 1988, le Djihad dénonce les informations parues dans le *Sunday Times* et l'*Independent* selon lesquelles « le Djihad islamique pousse à l'organisation d'opérations militaires comme contribution au soulèvement. En ce qui nous concerne, nous avons conscience que les fonctions dont nous sommes investis de même que la latitude laissée à nos masses résistantes, endurantes et combattantes, contraindront nécessairement l'ennemi à retirer son appareil militaire par le seul effet du sang des martyrs, des " Dieu seul est grand " et des pierres ». Cette renonciation est le fruit d'un choix délibéré, le Djihad tenant à rappeler qu'il est également capable de mener la lutte armée lorsqu'il la juge nécessaire²⁰.

Cette volonté unitaire est alors telle que le Djihad, lorsqu'il fait

état de positions notablement différentes de celles défendues par l'OLP, prend soin d'essayer de convaincre de l'identité des analyses : « Nous pensons que la lutte avec l'ennemi est ouverte jusqu'à la fin, jusqu'à ce qu'arrive la libération de notre patrie, de toute notre patrie. Nous ne pensons pas que nous différons en cela du projet patriotique local de l'OLP avec lequel nous n'entretiens ni différend ni combat, et nous ne pensons pas davantage que, là-bas, au sein de l'OLP, se trouve qui que ce soit qui pense le contraire » (3 février 1988).

Hanté par l'expérience de la grande grève de 1936 suspendue sans résultats, le Djihad prend, cependant, ses distances avec une initiative de proches de l'OLP, sans dénoncer l'organisation elle-même : le 27 janvier 1988, il s'interroge « sur l'utilité de la visite de MM. Fayiz Abu Rahma et Hanna Siniora à Washington et leur rencontre avec le ministre des Affaires étrangères américain [...] : nous voyons là une répétition évidente de ce qui s'est passé avant 1948, lorsque les sacrifices de notre nation ont été gaspillés sur le seuil de la salle des négociations ²¹ ».

Le Djihad et le Commandement national unifié

La préoccupation constante de revendiquer l'identité totale d'analyse avec l'OLP et la participation effective du Djihad à la lutte anti-israélienne ont conduit beaucoup d'observateurs et de Palestiniens eux-mêmes – y compris des cadres dirigeants de l'extérieur ²² – à considérer que le Djihad islamique avait été intégré au Commandement du soulèvement. Le CNU, pourtant, n'a jamais fait état de cette adhésion et le Djihad l'a démentie. Un « communiqué important » publié à Gaza au début de 1988 affirme seulement que « le CNU du soulèvement est une large coalition de combat suscitée par le soulèvement. Il se compose des principales forces actives dans les territoires occupés représentées dans l'OLP que sont le Fath, le Parti communiste palestinien, le Front populaire de libération de la Palestine, le Front démocratique de libération de la Palestine ainsi que d'autres forces patriotiques, comités patriotiques [...], institutions, personnalités patriotiques et forces religieuses patriotiques engagés dans le programme de l'OLP ». Cette précision exclut ainsi ceux que

l'on désigne habituellement comme « islamistes », Frères musulmans ou « intellectuels » du Djihad, dont les positions politiques à long terme divergent notablement de celles de l'OLP. Le Djihad islamique, de son côté, nie sa participation au CNU dans un communiqué du 3 février 1988, mais souligne son entière solidarité dans les événements en cours. Certaines personnalités, membres des Brigades du Djihad et proches du Fath tout à la fois, auraient-elles accepté de s'associer au CNU ? Rien ne permet d'apporter une réponse à cette question ²³.

La répression israélienne

Au début de mars 1988, le Djihad semble disparaître de la scène politique palestinienne pour ne réapparaître qu'en novembre, à l'occasion des débats du CNP ²⁴. La rapide et impitoyable répression israélienne à l'encontre de ses membres, activistes ou simples sympathisants, explique sans doute ce retrait. A l'intérieur, les responsables au plus haut niveau ont été déportés : le 11 avril 1988, Cheikh Abd al-Aziz Uda ; le 17 août, le Dr Fathi Chqaqi ; le 14 décembre, Ahmad Hasan Muhanna ; le 1^{er} janvier 1989 Said Barakat. A l'extérieur, de hauts responsables militaires ont été éliminés : le 13 février 1988, à Limassol, trois d'entre eux périssent dans l'explosion d'une voiture piégée ²⁵ ; le 16 avril 1988, Abu Djihad lui-même, dont le nom avait été à plusieurs reprises avancé lors de jugements de combattants des Brigades comme correspondant du Djihad au sein du Fath et de l'OLP, est assassiné à Tunis. En Palestine même, les arrestations, nombreuses dès avant le soulèvement, se sont poursuivies, portant un coup sévère à l'organisation, dont beaucoup ont annoncé la quasi-disparition. Périodiquement, cependant, Israël annonce encore le démantèlement de cellules du Djihad ²⁶ tandis que des graffitis à Gaza continuent à dénoncer l'idée de la conférence internationale et réclament toute la Palestine ; plusieurs témoignages sur place font également état de circulation de tracts.

Le refus des décisions du CNP

Le Djihad réapparaît à l'automne, manifestant sa rupture avec l'OLP qui se prépare à convoquer le CNP. Le 12 octobre 1988, à

« l'occasion du premier anniversaire de la bataille de Chuja'iyya », les Brigades du Djihad rompent avec onze mois d'abstention de lutte armée commune avec le CNU, annonçant la reprise de leurs activités militaires contre l'armée d'occupation et revendiquant le jet d'une grenade contre une patrouille militaire à Cheikh Radwan (Gaza). Le Djihad islamique, de son côté, dans un communiqué du 13 novembre 1988 reproduit par *IF*, s'en prend à « ceux qui se considèrent comme les représentants du peuple palestinien » alors que le CNP s'apprête à adopter les résolutions 242 et 338 pour base d'une conférence internationale de paix à laquelle il demande de participer : « O masses de notre peuple palestinien musulman ! Le Mouvement du Djihad islamique en Palestine proclame en votre nom, au nom de votre Djihad, au nom de votre combat, au nom de vos aspirations que cette paix est sacrilège, que cet engagement est nul et illicite, que le partage de la patrie avec l'ennemi et la reconnaissance de sa légitimité vont à l'encontre de l'ordre de Dieu. »

Le Mouvement de la résistance islamique

Les Frères musulmans traditionnels, de leur côté, n'ont pu demeurer en dehors des événements en cours²⁷, rompant ainsi avec une longue histoire d'abstention de mobilisation anti-Israélienne. A Gaza, leur participation individuelle dès le début du soulèvement ne suscite guère de doutes ; leur mobilisation en tant que structure pose quant à elle problème, comme nous le verrons.

L'idéologie du Mouvement de la résistance islamique

La mobilisation politique des Frères musulmans connaît des étapes bien différenciées. Leur idéologie apparaît, toutefois, clai-

rement dès le début du soulèvement dans les communiqués du Mouvement de la résistance islamique et conserve sa cohérence tout au long de l'année : « Le soulèvement de notre peuple *murabit* ²⁸ est survenu sur la terre occupée, pour signifier son refus de l'occupation sous tous ses aspects et de ses pressions, son refus de la politique d'expropriation des terres et d'implantation de colonies, son refus de la politique de répression menée par les sionistes. Il est survenu pour réveiller la conscience de ceux qui courent, à bout de souffle, après une paix malingre, des conférences internationales creuses, des conciliations isolationnistes et traîtresses dans la ligne de Camp David. Ils ont la certitude que l'islam est la solution et l'alternative », déclare le premier communiqué du Mouvement.

Dans chacun de ses tracts, le MRI consacre d'assez longs développements à ses positions idéologiques, dessinant en termes simples une historiographie de la question palestinienne depuis le début du siècle. Le peuple musulman a conscience de ses devoirs devant Dieu quant à la défense de la Palestine, terre bénie de Dieu et des prophètes et propriété éternelle (*waqf*) de la communauté islamique ; endurant et courageux, il n'a pas hésité à verser son sang à plusieurs reprises mais s'est laissé berné par les régimes et les dirigeants arabes, simples valets de l'Occident athée et d'Israël, son épigone régional. En 1988 comme en 1936, les dirigeants arabes se font les instruments de l'abandon et de la défaite, disposés, à l'instigation des États-Unis, à reconnaître Israël et à donner ainsi une légitimité à l'usurpation et à l'infidélité : « Que soit coupée la main qui cédera un seul atome de la terre de Palestine aux ennemis de Dieu et donnera la souveraineté à nos ennemis sur la terre de l'*Isra* et du *Mi'raj* [voyage et ascension mystiques de Mahomet], la terre bénie ! » (13 mars 1988.) Il est bien clair pour le MRI que la libération de la Palestine n'est pas une simple question politique et militaire mais un devoir religieux dont l'issue positive ne laisse aucun doute puisque partie du projet divin : « Dieu a rassemblé les juifs en Palestine non pour en faire leur patrie ou leur terre, mais leur cimetière, afin de libérer le monde entier de la nuisance des juifs ; comme le pèlerin se libère de son péché en immolant une offrande sur le rocher de Mina, ainsi les juifs seront-ils immolés

sur le rocher d'al-Aqsa », affirme Cheikh Khalil al-Quqa²⁹. L'OLP n'est jamais attaquée directement par le Mouvement ; jamais citée, elle n'existe pas. En filigrane, pourtant, ce sont les démarches diplomatiques de ses responsables qui sont sans cesse dénoncées.

Les différentes étapes de la mobilisation du MRI

Tandis que le MRI fait preuve d'une grande continuité idéologique, plusieurs périodes aux pratiques politiques bien différenciées peuvent être repérées. Cela conduit l'observateur à s'interroger sur l'identité entre les auteurs des premiers tracts et ceux des communiqués postérieurs : trois étapes, de fait, structurent l'histoire de la première année du soulèvement chez les Frères musulmans.

Participer au soulèvement

La première période commence avec un tract non daté et s'achève le 11 février, à la publication du quatrième communiqué.

Signé d'un Mouvement de la résistance islamique (*Harakat al-muqawama al-islamiyya*), organisation jusque-là inconnue de la masse³⁰, ce premier tract est un hymne au courage du peuple, à son endurance et à la foi dans la victoire finale ; sans fournir de calendrier précis de mobilisation, il appelle de façon générale à la poursuite du soulèvement. Selon des sources concordantes, ce premier communiqué a été diffusé le 14 décembre 1987³¹.

Ce point étant acquis, rien ne prouve cependant que les auteurs des trois premiers tracts³² aient été représentatifs des positions défendues alors par les Frères musulmans en tant qu'association. Le MRI, en effet, ne donne à cette époque aucune indication ni sur ses origines ni sur ses appartenances organisationnelles, jouant au contraire la revendication la plus large possible : « Ici la voix de l'islam ! La voix du peuple palestinien tout entier ! »

(22 janvier 1988.) Ce flou a pu être interprété comme une tactique adoptée par les Frères musulmans, qui auraient ainsi, au début du soulèvement, cherché à mobiliser sur une base plus large que la leur, tentant de détourner à leur profit le fort courant de sympathie dont bénéficiait le Djihad islamique. La publication par *al-Islam wa Filastin*³³ de deux tracts des débuts du MRI nous suggère une autre interprétation, qui ferait de proches du Djihad les fondateurs d'un mouvement devenu à partir de la mi-février seulement l'expression politique de l'Association des Frères musulmans ; aucune preuve, cependant, ne peut encore être fournie. Certains témoignages, en tout cas, font état de l'absence des Frères musulmans en tant que structure dans les événements des premiers mois du soulèvement³⁴ ; l'Association aurait été contrainte de s'impliquer par la suite devant une hémorragie d'adhérents et des critiques internes de plus en plus vives.

Organiser le soulèvement

L'engagement des Frères musulmans inaugure la deuxième étape de l'histoire du MRI qui commence avec la publication du quatrième communiqué, le 11 février 1988 ; le Mouvement s'y présente comme « le bras puissant de l'Association des Frères musulmans³⁵ » ; cette période se poursuit jusqu'en juin. Pour la première fois, le sigle HMS (*Harakat al-Muqawana al-Islamiyya*) est employé, transformé en acronyme dans le cinquième communiqué, *Hamas*, terme (non coranique) qui signifie « zèle », « enthousiasme ». C'est aussi le moment où apparaît le slogan très souvent repris par la suite : « Au nom de Dieu ! Dieu seul est grand ! Au nom de Dieu ! L'heure de Khaybar est arrivée ! Dieu seul est grand et mort aux occupants » (référence à la conquête militaire par Mahomet de la grande oasis juive située près de Médine).

Cette nouvelle étape se caractérise par un calendrier de mobilisation précis, quoique encore peu fourni, de grèves générales, jeûnes ou jours de confrontation avec l'ennemi. Hamas, comme le CNU, émet également des consignes pour organiser le soulèvement dans tous les domaines de la vie quotidienne : appels adressés aux commerçants et aux propriétaires immobiliers à ne pas

profiter de la situation pour augmenter leurs prix, assortis de menaces contre les transgresseurs ; mises en garde contre les voleurs qui profiteraient de la démission massive des policiers palestiniens ; invites au repentir adressées aux collaborateurs qui, en cas d'entêtement, verront leurs noms publiés et la justice populaire s'exercer à leur encontre ; appels à la population à se protéger des descentes de colons et consignes de sécurité ; appels au retour à la terre et au développement de l'économie domestique pour une autarcie palestinienne la plus large possible. Les préoccupations pédagogiques traditionnelles des Frères se retrouvent également dans la rédaction de petites synthèses sur des thèmes tels que « la place du Bayt al-Maqdis [Jérusalem] et de la Palestine chez les musulmans » ou encore « le scandale des fils d'Israël ».

La religion est elle-même mise au service de la lutte. Les slogans du MRI sont essentiellement religieux : « Montez sur vos terrasses et criez, petits et grands : “ Dieu seul est grand ” » (jumada II) tandis que les citations coraniques placent la lutte anti-israélienne au niveau du combat eschatologique entre le Bien et le Mal, la Foi et l'Infidélité. Le boycott des « produits juifs » fait l'objet d'une *fatwa* émise le 13 mars 1988, tandis que l'on retrouve la piété traditionnelle des Frères dans les deux communiqués de Ramadan, sortes de calendriers liturgiques fournissant les thèmes des prêches du vendredi et des sujets de méditation quotidienne.

Les mosquées deviennent le lieu naturel de cette structuration sociale du soulèvement par Hamas, surtout à Gaza, où selon des sources antérieures à l'intifada, 40 % d'entre elles étaient plus ou moins contrôlées par *al-Mujamma al-islami*³⁶. A la mi-mars, les comités de mosquées se voient chargés par Hamas d'organiser un enseignement populaire pour pallier la fermeture des écoles et des universités ; ils ont également pour tâche de veiller au recouvrement de la *zakat* (dîme musulmane) et à sa redistribution parmi les malheureux et les victimes du soulèvement.

Le contenu politique des communiqués de cette période ne s'écarte pas des grandes orientations de la première étape. Hamas poursuit sa dénonciation virulente des dirigeants arabes dont « la bave coule en prononçant le nom de “ paix juste et durable ”,

d'« initiative américaine » [...]. Notre réponse à tous ces beaux parleurs et rêveurs qui veulent réunir la conférence internationale est celle-ci : « Non à la paix avec l'entité sioniste » (13 mars 1988). La mobilisation contre les diverses missions de George Shultz dans la région se fait très active, Hamas appelant à une grève générale les 24 et 25 février en même temps que le CNU.

Malgré leurs différends sur la manière de résoudre la question palestinienne, Hamas et CNU trouvent ainsi dans les rues un *modus vivendi* de bon voisinage. L'appel unilatéral par Hamas à une grève générale le 9 avril 1988 pour commémorer les massacres de Deir Yassine ne suscite pas de heurts sur le terrain, les islamistes n'ayant pas cherché à l'imposer au-delà des limites de leur champ habituel de mobilisation. Le thème de l'unité populaire revient à de nombreuses reprises et CNU comme Hamas dénoncent ensemble des provocations israéliennes (publication de faux tracts du PCP et d'un « Mouvement islamiste des *mourabitoun* sur la terre de l'*Isra* »³⁷, incendie de la voiture du Dr Yazuri, président d'*al-Mujamma*³⁸, tentative d'incendie de la banque du sang de Gaza, bastion des proches de l'OLP, etc.) : « L'unité de notre peuple dans cette étape constitue l'objectif suprême auquel nous sommes attachés et sur lequel nous veillons » (6 mai 1988).

Présider au soulèvement

La troisième étape commence en juin 1988. La tension avec le CNU la caractérise alors que l'OLP multiplie les initiatives diplomatiques. Tandis que les thèmes politiques demeurent identiques à ceux développés précédemment, Hamas, même s'il s'en défend, s'affiche de plus en plus comme un commandement *bis* du soulèvement. Le 18 août, il publie un pacte (*mithaq*), synthèse d'une quarantaine de pages des positions idéologiques que le Mouvement entend défendre à travers sa mobilisation populaire³⁹. À partir de juin, ses communiqués dorénavant sont numérotés, à l'instar de ceux du CNU, tandis que le calendrier de mobilisation s'étoffe considérablement et devient une priorité pour le Mouvement qui le fait passer du corps même du texte, souvent peu visible, à un espace immédiatement repérable. À partir du 2 août

1988, ses appels à la grève générale se multiplient et servent de catalyseur à la tension avec le CNU dans la concurrence qui fait suite aux décisions jordaniennes.

Le 31 juillet, en effet, le roi Husayn annonce « la rupture des liens administratifs et légaux » entre son pays et la Cisjordanie. Dans son communiqué n° 23 (5 août 1988), le CNU considère que ces mesures constituent « l'un des acquis les plus importants du grand soulèvement populaire et un jalon efficace vers la mise en œuvre des résolutions du sommet arabe d'Alger concernant le renforcement de l'autorité de l'OLP et de son caractère de représentant unique et légitime de notre peuple, puisqu'elle est considérée comme l'unique alternative pour assumer toutes les responsabilités envers notre peuple dans la patrie et la diaspora ». Dans ce contexte où l'OLP refuse l'idée de « vide » politique, Hamas décide de marquer son désaccord avec cette prétention au monopole de la représentation politique en contestant les prérogatives acquises *de facto* par le CNU dans l'élaboration du calendrier de mobilisation populaire. Dès le 2 février 1988, devançant de trois jours la publication du communiqué du CNU, Hamas appelle à faire grève le 9, anniversaire devenu traditionnel de l'entrée dans un nouveau mois de soulèvement, ainsi que le 14, à l'occasion du Nouvel An islamique. Le CNU passe alors à l'offensive, décidé à isoler Hamas en lui faisant assumer la responsabilité de l'appel unilatéral à des grèves générales. Il invite donc à une grève le 9 comme à son habitude mais s'abstient de faire figurer le Nouvel An dans son calendrier de mobilisation ; en outre, plutôt que de choisir le 21 août, anniversaire de l'incendie criminel de la mosquée al-Aqsa en 1969, pour appeler à une grève générale, il choisit le 22, sans raison objective, en protestation contre les impôts créés par Israël. Dans son communiqué du 18 août, Hamas se trouve ainsi acculé à convoquer unilatéralement une grève générale pour commémorer l'anniversaire, jugé incontournable, de l'incendie d'al-Aqsa. Le mois suivant, Hamas récidive : il publie son calendrier de mobilisation avant celui du CNU, lequel décide de poursuivre sa politique d'isolement. Dans son communiqué du 5 septembre, le MRI appelle à la traditionnelle grève du 9 ; le lendemain, rompant avec son habitude bien établie, le CNU préfère à la commémoration du début du dixième mois celle de la fin du

neuvième ; comme Hamas, le CNU appelle à faire grève le 17 septembre pour commémorer les massacres de Sabra et Chatila.

Dans ces trois cas, les Frères, isolés, ont considéré qu'ils devaient relever le défi. Contrairement au 14 août où ils se contentent de mobiliser – massivement – la bande de Gaza, pour la première fois, à l'occasion des 21 août et 9 septembre, le MRI décide de dépasser les limites de son champ habituel de mobilisation, n'hésitant pas à imposer son mot d'ordre de grève en Cisjordanie, y compris par des pressions physiques. Des heurts s'ensuivent à Naplouse, Ramallah, Hébron et Bethléem entre jeunes islamistes d'une part et commerçants récalcitrants épaulés de militants de l'OLP d'autre part ; Jérusalem demeure à l'écart des tensions, Hamas n'ayant pas cherché à imposer son mot d'ordre à des commerçants qui avaient quasiment tous ouvert boutique⁴⁰.

À l'intérieur, les déclarations du CNU comme de Hamas allient dénonciations réciproques et appels à l'unité. Pour Hamas, « des agents des juifs ont essayé de briser la grève mais notre peuple, qui explose de colère contre les juifs, a fait échouer cette occasion [...]. Que tous sachent que le MRI n'est contre aucun des fils de notre peuple mais contre les juifs et ceux qui leur ressemblent. Il appelle à l'unité patriotique » (5 septembre 1988). Pour le CNU, « les tentatives menées ces derniers jours par le mouvement Hamas, qui est l'aile des Frères musulmans, pour imposer son autorité sur la rue patriotique et imposer une grève générale le dimanche 21 août ont été perçues par les masses de notre peuple, grâce à leur sens de la vérité, comme une démarche allant à l'encontre du calendrier patriotique que décide son Commandement national unifié [...]. Toute atteinte à l'unité des rangs constitue un service rendu à l'ennemi pour frapper le soulèvement. Nous avons tendu la main et la tendons encore à toute force qui veut s'associer à l'œuvre patriotique » (6 septembre 1988)⁴¹.

À l'extérieur, les déclarations vont beaucoup plus dans le sens de la modération⁴². Le 9 septembre, dans une interview à *al-Ittihad* et *al-Khalij* (Abu Dhabi), Yasser Arafat déclare que Hamas a « le droit de publier des communiqués mais que l'important est que cela se passe dans le cadre de la coordination inter-palestinienne du renforcement du soulèvement auquel

participent tous les Palestiniens, sans distinction de religion ». Selon plusieurs témoignages, des contacts ont lieu entre les divers états-majors sur place tandis que des rencontres au sommet sont organisées à l'extérieur, la première dans une capitale du Golfe entre interlocuteurs à l'identité non révélée, l'autre au Caire, au début de septembre, entre Yasser Arafat lui-même et le guide suprême des Frères musulmans égyptiens, Cheikh Muhammad Hamid Abu Nasr ⁴³.

Un armistice est conclu puisque, entre le 17 septembre et le 9 décembre, Hamas et CNU appellent en commun à neuf grèves générales, Hamas ne manifestant son indépendance qu'à deux reprises, le 29 octobre et le 29 novembre. Le cas du 29 octobre, anniversaire des massacres de Kafr Qasim, manifeste la volonté de conciliation dorénavant de mise : dans son communiqué du 9 octobre 1988, le CNU appelle à commémorer les massacres le 26 octobre ; Hamas tenant à la date du 29, le CNU fait annuler son mot d'ordre par le bouche-à-oreille et fait grève commune avec Hamas le 29 ⁴⁴.

Le 29 novembre, en revanche, Hamas et CNU entendent marquer leur différence sur la commémoration du plan de partage de la Palestine de 1947. Alors que pour le CNU, à la suite des décisions du CNP, il n'y a plus lieu de manifester ce jour-là contre une résolution dorénavant acceptée comme base de règlement, les islamistes, comme le FPLP de l'intérieur ⁴⁵, marquent la permanence de leur refus. Le calendrier de mobilisation de Hamas rejoint ensuite celui du CNU, le MRI et le FPLP ayant cependant dès le 29 novembre pris de vitesse le CNU pour appeler à des grèves les 8 et 9 décembre ⁴⁶.

L'offensive politique du MRI

L'accord quant à la mobilisation sur le terrain ne résout pas les divergences politiques concernant les perspectives d'avenir. Dès son tract du 18 août, sous le titre « La Palestine est islamique de la mer au fleuve » (le Jourdain), Hamas avait lancé son offensive politique face aux préparatifs de convocation du CNP et, dans de

longs développements, avait dénoncé les tentations négociatrices. Visant, sans le préciser, le document saisi par les Israéliens au Centre d'études arabes de Jérusalem dirigé par Fayçal al-Husayni, dans lequel il était question de la reconnaissance d'Israël et de la proclamation d'un État palestinien indépendant (qui comprenait une liste de noms de Palestiniens de l'intérieur, membres potentiels de la première chambre palestinienne), Hamas dénonçait : « L'État palestinien n'est pas un mot qu'il convient de faire figurer dans un plan politique ni une publication à distribuer : il ne peut non plus figurer dans le cadre d'un débat sur la répartition de postes ; l'État ne sera que le fruit d'un long djihad et de sacrifices sans limites. »

Si les tracts de Hamas ne mentionnent jamais l'OLP, le pacte du Mouvement la fait figurer nommément dans le cadre plus général d'une analyse – hautement positive – du patriotisme (*al-wataniyya*) : Hamas « respecte [...] les mouvements patriotiques de la scène palestinienne, tout en faisant un bilan des circonstances et des facteurs qui les entourent et qui les affectent. Il les encourage tant qu'ils ne font allégeance ni à l'Est communiste ni à l'Occident croisé [...]. L'OLP est le plus proche des proches du MRI. Le père, le frère, le voisin et l'ami en font partie. Le musulman pourrait-il rester étranger à son père, à son frère, à son voisin ou à son ami ? Notre patrie est une, notre épreuve est une, notre destin est un et notre ennemi est commun. Mais à cause des circonstances qui ont entouré la constitution de l'Organisation, à cause aussi de la confusion intellectuelle que connaît le monde arabe [...], l'OLP a adopté l'idée d'État laïque [...] qui contredit complètement l'idée de religion [...]. L'islamité de la Palestine fait partie de notre religion [...]. Le jour où l'OLP adoptera l'islam comme règle de vie, nous serons ses soldats » (articles 26 et 27).

Au même moment, Cheikh Ahmad Yasin multiplie les déclarations contradictoires : au début de septembre 1988, devant l'envoyé de l'AFP et ensuite devant la télévision israélienne, il affirme considérer que « l'OLP représente le peuple palestinien », tout en exprimant « certaines réserves » sur sa ligne politique et en remettant le débat sur le nationalisme et la laïcité à plus tard, au sein de la future démocratie palestinienne. Dans d'autres déclarations, il insiste au contraire sur les différends avec la centrale palestinienne ⁴⁷.

La publication du pacte et l'irruption soudaine de la violence inter-palestinienne sur le terrain donnent lieu à une très large couverture médiatique israélienne (et internationale). Cheikh Yasin accorde une longue interview à la télévision israélienne (d'État) tandis que la presse écrite multiplie les articles sur la montée des religieux et l'apparition d'une scission au sein de l'intifada⁴⁸. Le bureau de presse du gouvernement israélien diffuse le texte intégral du pacte et sa traduction anglaise. Les partisans de l'OLP dénoncent cette campagne : considérant que les Frères musulmans, une fois de plus, se prêtent au jeu des Israéliens, beaucoup soulignent le niveau très bas de la répression dirigée contre le groupe⁴⁹.

La reconnaissance d'Israël par le CNP n'entame pas la politique de Hamas, qui continue à affirmer sa différence idéologique tout en maintenant une unité de mobilisation avec l'OLP, elle-même souhaitée par le CNU. La lettre adressée le 10 novembre 1988 aux membres du CNP réunis à Alger précise les positions du MRI : face à l'OLP, Hamas revendique la paternité du soulèvement et, à ce titre, le monopole de l'expression politique de l'intérieur : « Hamas est né de la mise en place du djihad intégral au premier rang de ses préoccupations jusqu'à la libération de toute la Palestine. Il a pris la décision de faire éclater le soulèvement le 8 décembre 1987 pour atteindre cet objectif. Tous les fils de la Palestine se sont alors tenus à ses côtés et continuent de le faire [...]. Ne vous trompez pas sur les voix qui appellent à la paix avec les assassins, alors même qu'ils occupent notre terre et qu'ils persécutent notre peuple. Nous considérons que ce sont celles d'imbéciles que le peuple a déjà rejetés ; s'ils ne reviennent pas dans le droit chemin, le peuple et l'histoire les dépasseront et la malédiction des générations les frappera [...]. Frères ! Nous déclarons devant vous que les projets dits de " gouvernement provisoire ", de " déclaration d'indépendance " ou encore de " gouvernement en exil ", ainsi que le projet de liquidation qu'ils renferment, tout cela n'est qu'un appât dont l'objectif est de détruire les acquis du soulèvement, un coup de poignard dans le dos des enfants de la pierre. »

Une fois ces mises en garde effectuées, dès son communiqué n° 32 du 25 novembre 1988, Hamas revient à sa politique d'igno-

rance délibérée de l'OLP : le nom du CNP n'y figure pas, pas plus que l'idée d'État palestinien indépendant. Le texte se contente de s'attaquer aux régimes arabes et à leur trahison, illustrée par l'historique du « partage inique » de la Palestine depuis 1937.

Islamistes et nationalistes en quête d'État

Au terme de la première année du soulèvement palestinien, l'enjeu n'est plus la défense d'un projet de société. Les tracts du MRI ne font plus de la resocialisation par le religieux leur thème principal de mobilisation même si divers témoignages – contradictoires – font état à Gaza d'incitations à un respect plus appuyé des règles de l'islam, au moins en ce qui concerne les femmes⁵⁰. Sous la pression des événements, le débat s'est déplacé et porte sur la résolution politique et/ou militaire de la question palestinienne. Pour Hamas, la paix ne peut en aucun cas constituer un objectif : elle signifierait la négociation avec l'illégitime par excellence, le Mal opposé aux desseins de Dieu ; seule la destruction d'Israël figure à son horizon comme moyen de libérer la Palestine. Un tel objectif, non négociable, confronté à une analyse réaliste du rapport des forces en présence, justifie chez les islamistes l'accommodement – toujours provisoire dans le principal – avec une occupation normalisée. Le CNU, quant à lui, cherche à donner une traduction politique au soulèvement et adopte pour cela un pragmatisme fondé sur quelques principes intouchables : indépendance de la représentation palestinienne dans le cadre d'une conférence internationale, droit à l'autodétermination et à la création d'un État indépendant. La réflexion sur la légitimité de la renonciation à une partie de la Palestine est différée.

En dépit de cette divergence absolue sur les objectifs à long terme et sur les moyens à mettre en œuvre, les réalités de l'occupation et l'absence d'État propre font qu'islamistes et nationalistes de l'OLP se retrouvent souvent dans une proximité idéologique et politique qui fait la spécificité palestinienne. Alors que

dans le monde musulman les islamistes n'ont cessé de remettre en question la légitimité des États issus de la décolonisation, faisant de l'antinationalisme la clé de leur idéologie, la situation a-étatique des Palestiniens sous occupation les a conduits à tenir un discours relativement proche de leurs rivaux nationalistes qui, de leur côté, n'ont jamais abandonné le discours religieux mobilisateur⁵¹. L'incapacité des États arabes à s'unir et leur refus de se mobiliser face à Israël autrement qu'en paroles ont poussé les islamistes, comme les proches de l'OLP, à la désillusion « arabiste » doublée de la constitution d'un certain « palestinisme ». Les idéaux panarabes relèvent maintenant le plus souvent du passé : pour la génération nouvelle, islamiste comme nationaliste, qui n'a pas connu l'époque de la Jordanie, l'arabité ne passe plus par Amman ni par aucune autre capitale arabe mais par l'attachement à la terre et à la religion, deux trésors certes menacés mais toujours disponibles.

Avec le soulèvement, les islamistes ont affirmé, pour la première fois peut-être avec autant de clarté, que le patriotisme (*wataniyya*) « fait partie intégrante de la profession de foi religieuse » (article 12 du pacte ; cf. le tract du 13 mars 1988). Même s'il souligne sa conscience de participer au mouvement mondial de réveil (*sahwa*) islamique, le MRI affirme avec force qu'il constitue « un mouvement palestinien distinct qui fait allégeance à Dieu et fait de l'islam une règle de vie » (article 6). Son historiographie est quasi exclusivement palestinienne : « Le MRI constitue l'un des épisodes du djihad mené contre l'invasion sioniste ; il trouve son origine dans le martyr en 1936 d'Izz al-Din al-Qassam et de ses compagnons, tous Frères musulmans ; ce djihad s'est poursuivi avec cet autre épisode du djihad des Palestiniens et de leurs efforts et du djihad des Frères musulmans durant la guerre de 1948 ; il se poursuit avec les opérations de djihad menées par les Frères musulmans en 1968 et dans les années qui ont suivi » (article 7). De même que pour l'OLP, la revendication d'un État palestinien indépendant a pris le pas sur la défense du nationalisme arabe, ainsi chez les islamistes la Palestine est-elle devenue le cœur de la question islamique contemporaine.

Les proches de l'OLP raisonnent avant tout en termes d'« État palestinien indépendant » alors que les islamistes réclament « la

libération de toute la Palestine », mais tous sont unanimes à désigner l'ennemi, le discours du MRI n'étant pas sans rappeler celui du Fath des années soixante ; le souhait qu'il manifeste à plusieurs reprises de voir le mouvement de Yasser Arafat revenir à ses origines révolutionnaires de 1965 est significatif de ce point de vue.

Dans les deux cas, la mobilisation procède d'une même rupture, tant avec la forme traditionnelle du rapport au politique qu'avec la politique elle-même, menée traditionnellement par les notables et dont la Jordanie constituait le pivot. Les élections municipales de 1976 avaient marqué déjà, au moins dans l'esprit du peuple, la rupture des liens entre les deux rives du Jourdain⁵² ; les notables de Cisjordanie liés au pouvoir hachémite et qui n'avaient pas su – ou voulu – se rapprocher de l'OLP n'ont ensuite pu se maintenir dans le jeu politique que par intermittence. Depuis le début des années soixante-dix, en effet, la légitimité politique passait moins par les liens traditionnels de clientèle que par l'affiliation à telle composante de la résistance palestinienne. L'émergence des islamistes à la fin des années soixante-dix, bien que postérieure à celle des nationalistes proches de l'OLP, relève du même processus d'« idéologisation » de la scène politique inauguré dans la première moitié de la décennie. La société se mobilise dorénavant sur des programmes concurrents et s'organise dans de multiples associations. Le soulèvement constitue le couronnement de ce processus : la direction de Hamas comme le CNU demeurent dans l'anonymat : le Commandement unifié tient tellement à dépersonnaliser ses positions qu'il n'a mentionné le nom de Yasser Arafat qu'à l'occasion de ses interventions devant le Conseil de l'Europe à Strasbourg et les Nations unies à Genève. Islamistes comme nationalistes mobilisent sur des discours et des conduites renvoyant à une histoire collective dont les « guides » ne sont plus nommés.

Le soulèvement, chez les nationalistes et les islamistes, renouvelle les élites politiques par un déplacement radical de leur origine sociale. L'une des caractéristiques du *leadership* palestinien en territoires occupés, jusqu'au soulèvement, a été son recrutement d'origine strictement autochtone. Les réfugiés (de 1948 comme de 1967, habitant les camps comme intégrés en ville⁵³) et

les ruraux ont été absents de toutes les structures « nationales »⁵⁴ mises en place depuis 1967, Comités d'orientation nationale de 1968 et 1978, Front national de 1973. Jérusalem et sa proche couronne (Ramallah et Bethléem) dominaient de façon quasi absolue tandis que Gaza demeurait marginale. Les seules instances, semble-t-il, dans lesquelles les réfugiés parviennent à se faire une place sont les conseils étudiants⁵⁵. Cette « géographie » politique se retrouve dans toutes les structures, que leur mode d'agrégation soit traditionnel (coordination des notables décidés à combattre l'occupation au sein du Comité d'orientation de 1968), strictement politique (délégation proportionnelle des diverses organisations de la résistance au sein du Front national) ou institutionnel (coordination des élus municipaux à destin « national » et des associations représentatives dans le Comité d'orientation de 1978). Les institutions religieuses islamiques n'échappent ni à cette exclusion *de facto* des réfugiés ni à la suprématie de Jérusalem : tous les membres du Conseil islamique suprême (qui en compte 62, actifs, retraités, décédés et déportés) sont originaires de Cisjordanie. Sur les 26 qui en font partie à titre personnel, 14 sont originaires de Jérusalem et 6 d'Hébron, appartenant pour beaucoup à de très vieilles familles religieuses (*achraf*) locales⁵⁶.

La liste de membres de droit pressentis pour constituer le premier Parlement palestinien de l'indépendance⁵⁷ témoigne des mêmes constantes. 98 des 152 personnalités de cette liste habitent Jérusalem, Ramallah et Bethléem (soit 64,5 % des noms pour 14,8 % de la population), tandis que la bande de Gaza n'a droit qu'à 27 représentants (17,8 % pour 39,2 % de la population). Seules 5 de ces personnalités pressenties vivent dans les camps de réfugiés⁵⁸. Pour la première fois, la sensibilité islamiste est prise en compte puisque 5 « députés » peuvent être considérés comme militants religieux (sans compter les membres de l'*establishment* islamique proches de la Jordanie), 2 d'entre eux n'ayant aucune complaisance pour le Fath ou pour la Jordanie⁵⁹.

Quoique simple ébauche, cette liste demeure significative de la représentation de la scène politique que se donne cette élite d'hommes âgés d'une quarantaine d'années, dont l'assise politique s'est constituée durant les années quatre-vingt au carrefour de la Jordanie et du Fath, avec le soutien des instances diri-

geantes de l'OLP. Les événements en cours posent la question du degré de représentativité de cette élite dont la gestion de l'occupation menée depuis une quinzaine d'années se trouve maintenant rejetée. L'intifada est animée par les moins de vingt ans, parmi lesquels ruraux, réfugiés et habitants de Gaza semblent assumer de très larges responsabilités. Parmi les lanceurs de pierres se trouvent les jeunes islamistes qui, plusieurs années auparavant déjà, avaient pris leurs distances avec l'*establishment* religieux au nom de l'islam, et les jeunes contestataires de l'ordre établi de l'OLP au nom même de l'OLP. Cette situation ne signifie pas nécessairement l'exclusion de la centrale palestinienne ; l'attachement absolu du CNU au principe de l'OLP « représentant unique et légitime du peuple palestinien » constitue la meilleure preuve du contraire. Le soulèvement lui-même n'aurait jamais pu se produire ni se maintenir sans l'immense travail de socialisation politique opéré ces dix dernières années par les diverses organisations de la résistance palestinienne à travers les associations caritatives et syndicales ainsi que les mouvements de jeunesse qui ont mis leurs structures au service des comités populaires.

Pourtant, pour la première fois, l'initiative et l'encadrement de la mobilisation ont été transférés de ces élites quasi institutionnelles de l'OLP vers une multitude de *leaders* locaux aux origines sociales et géographiques plus diversifiées, dont le nombre, la coordination et le renouvellement perpétuel constituent le seul gage de survie face à la répression israélienne. Dans les premiers mois du soulèvement, des membres de l'élite de l'OLP, tels Hanna Siniora ou Fayiz Abu Rahma⁶⁰, ont publiquement reconnu leur marginalisation et leur incapacité à contrôler les événements. Contre leur avis et celui des instances dirigeantes de l'OLP, le CNU a imposé le boycott de George Shultz et l'abandon de l'idée de délégation jordano-palestinienne ou de délégation arabe commune dans l'hypothèse de la convocation d'une conférence internationale. Depuis l'été 1988 cependant, ces élites sont parvenues, sinon à reprendre le contrôle de la situation, du moins à occuper le devant de la scène politique médiatique, portées par le processus diplomatique auquel participent activement les instances de l'extérieur, de qui elles détiennent une grande partie de leur pouvoir.

C'est en des termes semblables de mise en demeure des élites par une base d'origine sociale plus diversifiée et de plus basse extraction que l'on peut analyser l'émergence des islamistes sur la scène palestinienne et, comme seconde étape, le passage d'une absence organisationnelle des Frères musulmans dans les premiers mois du soulèvement à leur participation institutionnelle. Le contexte régional de la fin des années soixante-dix (révolution iranienne, insurrection syrienne, prégnance de l'islamisation) a apporté une contribution non négligeable à l'émergence du phénomène islamiste en Palestine. Plus encore, la désunion au sein de l'OLP et la succession de ses échecs militaires, politiques et diplomatiques ont amenuisé la capacité d'attraction du nationalisme palestinien tandis qu'aucune perspective d'amélioration de vie sous l'occupation ne se dessinait à l'horizon.

Dix ans après leur émergence sur la scène publique, il demeure difficile de donner une représentation précise de l'appartenance sociale des militants islamistes. Les seuls échantillons sociologiques dont nous disposons sont les listes de candidatures aux élections étudiantes et de condamnations prononcées par les tribunaux militaires israéliens lorsque l'appartenance à une organisation religieuse figure dans l'acte d'accusation. A l'université de Bir Zeit (nord de Jérusalem), le phénomène islamiste semble majoritairement le fait d'étudiants de la bande de Gaza, puisque 18 des 27 candidats identifiés en proviennent⁶¹, la majorité d'entre eux étant des réfugiés⁶². L'université Najah de Naplouse, sans doute à cause de son éloignement, ne compte que 3 réfugiés originaires de Gaza sur les 26 candidats islamistes identifiés, 11 étant originaires de villes de Cisjordanie et 12 de villages⁶³. De telles origines sociales et géographiques différencient les islamistes des institutions religieuses traditionnelles demeurées le monopole des grandes familles citadines. Prisonnière de son allégeance au trône hachémite, l'administration musulmane officielle en Cisjordanie s'est révélée incapable de drainer les nouvelles aspirations religieuses des jeunes.

Les individus ou groupuscules appartenant aux Frères musulmans mais séduits par les idées du Djihad qui ont contraint la direction du Mouvement à adopter une attitude offensive face à Israël ont opéré une seconde « révolution islamique ». Tirant la

leçon des rapports de forces internes à son propre camp, Hamas a joué de cette tension entre une élite considérée comme conciliante et une base plus radicale pour s'en prendre au CNU : ses tracts suggèrent sans cesse l'assimilation entre la direction de l'OLP et les dirigeants arabes ; ils soulignent la différence entre « l'intérieur » pur et radical dont ils exprimeraient la volonté politique unanime et indépendante et « l'extérieur » défaitiste soumis aux pressions internationales et arabes.

Depuis longtemps déjà, les Frères musulmans se montrent convaincus de l'inévitable échec des initiatives diplomatiques de l'OLP, qui buteront sur la « vilénie juive », la lâcheté arabe et la détermination populaire palestinienne à poursuivre la lutte : le peuple se trouvera alors avec l'islam pour seule alternative. La seule condition pour que les Frères, en tant qu'organisation, puissent prendre cette relève passait par leur participation effective à la lutte anti-israélienne ; la création de Hamas vise à atteindre cet objectif. Plusieurs facteurs rendent cette hypothèse crédible en cas d'échec de l'OLP : le langage de l'islam fait toujours l'unanimité, y compris chez les partisans de l'OLP. Bon nombre de réfugiés, dont le problème ne se trouvera pas vraiment résolu par la nouvelle ligne politique de l'OLP, n'ont donné qu'un soutien réservé à Yasser Arafat (le FPLP de l'intérieur, très puissant dans les camps de Gaza, a pris ses distances par rapport à l'acquiescement de Georges Habache aux décisions du CNP). En cas d'échec de l'OLP, cependant, les islamistes seront mieux placés pour drainer le mécontentement que l'organisation marxisante, toujours suspecte d'athéisme. Beaucoup considèrent également que, malgré les contentieux, les Frères musulmans ont su conserver des liens avec la Jordanie et entretenir certaines relations avec les groupes palestiniens liés à la Syrie⁶⁴, deux parties dans le conflit qui pourraient leur être très utiles en cas d'effondrement de la ligne diplomatique de Yasser Arafat.

Au terme de la première année du soulèvement, tandis que le Djihad a du mal à se relever de la répression israélienne, Hamas est parvenu à marquer des points face aux proches de l'OLP. Par leur participation active à l'Intifada, les Frères musulmans sont devenus des partenaires incontournables pour les nationalistes encore majoritaires. Pour les uns et les autres, l'unité est une des

armes les plus efficaces face à Israël et nul ne peut se risquer à la mettre en péril ; seule l'alliance conflictuelle est possible. Réduite à isoler le MRI au coup par coup, l'OLP a pour seul gage de victoire des résultats politiques rapides à ses entreprises diplomatiques visant à réaliser l'État palestinien indépendant qu'elle a proclamé à Alger le 15 novembre 1988. La prolongation du soulèvement doublée d'une attente périodiquement déçue de gains politiques ne peut que permettre un enracinement toujours plus profond de l'islamisme palestinien. Dépositaire quasi exclusif du discours radical de la destruction d'Israël et de la lutte armée, il peut s'abstenir du passage à l'acte au nom de l'unité tactique d'un soulèvement désarmé et poursuivre son travail de resocialisation et de mobilisation sans avoir à en payer le prix de son discours. Dans l'hypothèse de la mise en place d'un véritable processus de règlement dans un délai qui ne serait pas trop précoce, il lui sera alors loisible de réclamer la première place et, très pragmatiquement, de négocier. Il pourra alors imposer son projet de société, même si ses objectifs politiques ultimes ont peu de chances d'être atteints.

Notes

1. R. Hrair Dekmejian, *Islam in Revolution, Fundamentalism in the Arab World*, Syracuse University Press, 1985 ; G. Kepel, introduction à ce volume ; O. Roy, *L'Afghanistan, Islam et modernité politique*, Paris, Éd. du Seuil, 1985 ; Em. Sivan, *Radical Islam Medieval Theology and Modern Politics*, Yale University Press, 1985.

2. Fr. Burgat, *L'Islamisme au Maghreb*, Paris, Khartala, 1988 ; O. Carré et P. Dumont, *Radicalismes islamiques*, Paris, L'Harmattan, 1985 et 1986 (2 tomes).

3. J.-F. Legrain, « Islamistes et lutte nationale palestinienne dans les territoires occupés par Israël », *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 2, avril 1986, p. 227-247.

4. O. Carré et G. Michaud, *Les Frères musulmans (1928-1982)*, Paris, Gallimard-Julliard, 1983 ; G. Kepel, *Le Prophète et Pharaon*, Paris, La Découverte, 1984.

5. La « bienveillance », sinon l'aide des autorités d'occupation, est maintenant ouvertement reconnue des médias israéliens ; cf. par exemple Y. Litani, *Jerusalem Post (JP)*, 8 septembre 1988 ; O. Nir, *Haaretz*, 16 septembre 1988 (les références à

la presse en hébreu renvoient aux traductions anglaises diffusées par le gouvernement israélien).

6. J.-F. Legrain, « Les islamistes palestiniens à l'épreuve du soulèvement », *Maghreb-Machrek*, n° 121, juillet 1988, p. 4-42.

7. Pour la bibliographie et le détail concernant les événements antérieurs au mois d'avril 1988, se reporter à mes articles cités plus haut ; cf. également R. al-Madhun, « Al-haraka al-islamiyya fi Filastin, 1928-1987 » (Le mouvement islamique en Palestine, 1928-1987), *Chu'un Filastiniyya*, Nicosie, n° 187, octobre 1988, p. 10-50 ; H. Mustafa, « Al-Tayyar al-islami fi-l-ard al-muhtalla » (Le courant islamique en terre occupée), *al-Mustaqbal al-Arabi*, Beyrouth, n° 113, juillet 1988, p. 75-90 ; R. Satloff, « Islam in the Palestinian Uprising », *Policy Focus*, Washington, n° 7, octobre 1988, 14 p. Rédigée en février 1989, cette étude n'a pu tenir compte des éléments présents dans l'acte d'accusation israélien contre les militants de Hamas arrêtés en mai 1989 et jugés à partir de janvier 1990.

8. Voir par exemple A. al-Aziz Uda, interview, *al-Wahda al-Islamiyya*, 29 avril 1988, reprise dans *al-Islam wa Filastin (IF)*, Limassol, n° 5, 5 juin 1988, p. 4-6 ; M. Nazzal, « Limadha hadha al-tajahul li dawri-l-haraka al-islamiyya fi-l-intifada ? » (Pourquoi cette ignorance du rôle du mouvement islamique dans le soulèvement ?), *Filastin al-Muslima (FM)*, Manchester, mars 1988, p. 12-13 ; A. al-Aziz al-Umri, « Man alladhin achalu al-intifada wa man alladhin yaqudunaha ? » (Qui a initié le soulèvement et qui le dirige ?), *al-Mujtama*, Koweït, 28 juin 1982, p. 18-20. Pour lutter contre la « conspiration du silence » sur son engagement, Hamas diffuse fin avril dans les territoires occupés une réédition à l'identique de ses onze premiers tracts. L'historiographie islamiste se trouve maintenant partiellement adoptée par certains journalistes israéliens, par exemple S. Gabbai, « Hamas and the Uprising: the Mosques Revolution », *Maariv*, 16 décembre 1988.

9. Cf. J.-F. Legrain et P. Chenard, *Les Voix du soulèvement palestinien. Édition critique et traduction française des tracts du Commandement national unifié et du Mouvement de la résistance islamique*, Le Caire, CEDEJ, 1990. Nous remercions tout particulièrement le Centre d'études arabes de Jérusalem, dirigé par Fayçal Husayni, un militant Hamas de Naplouse et les proches de l'OLP qui ont mis à notre disposition leurs collections de tracts.

10. A la suite de la fermeture par ordre militaire du Centre d'études arabes, nous avons consulté les collections d'imprimés de l'Université hébraïque de Jérusalem et du Dayan Center de Tel-Aviv.

11. Anonyme, « Al-Ard al-muhtalla tachtail did al-sahayana » (La terre occupée s'embrase contre les sionistes), *al-Thawra al-Islamiyya*, Londres, n° 95, février 1988, p. 40-43 ; Israel Defense Spokesman, « Islamic Jihad in Judea, Samaria and Gaza », janvier 1988, 3 p. dact., repris dans *JP*, 3 février 1988 ; H. Mustafa, « Al-Jihad al-islami fi-l-ard al-muhtalla » (Le Djihad islamique en terre occupée), *Qadaya Fikriyya*, Le Caire, n° 6, avril 1988, p. 178-183.

12. Les 25 mai et 11 juillet, deux Israéliens (dont un Palestinien de Nazareth) sont également tués à Gaza par le Djihad (Israel Defense Spokesman, *op. cit.*).

13. Anonyme, « al-intifada al-chamila li-l-chab al-filastini tafrud mutaghayyirat jadida ala-l-saha al-arabiyya » (Le soulèvement général du peuple palestinien impose de nouveaux changements sur la scène arabe), *al-Hilal al-Dawli*, Londres,

16 janvier 1988 ; nous n'avons pas retrouvé trace de l'opération du 22 novembre ; le 6 décembre, selon l'AFP, c'est un consommateur israélien pris pour un colon qui est poignardé à la terrasse d'un café ; cet attentat est également revendiqué par les Forces 17 de l'OLP.

14. Cf. par exemple le manifeste de *Sawt al-Jamaa al-islamiyya*, Gaza, n° 1, octobre 1986 ; A. al-Aziz Uda, interview, *al-Fajr Weekly*, Jérusalem, 23 juin 1987, trad. dans *al-Talia al-islamiyya*, Paris, n° 32, novembre 1987, p. 34-38, et *al-Thawra al-islamiyya*, Londres, janvier 1988, p. 35.

15. Entretiens personnels, Gaza, novembre 1987 ; E. Reckhess, *The Iranian Impact on the Islamic Jihad Movement in the Gaza Strip*, université de Tel-Aviv, Centre Dayan, 22 p. ronéo, p. 5.

16. Entretien personnel avec un responsable du Parti communiste à Gaza, décembre 1988 ; cf. également W. Lewitt, « The Shadowy Face of Fundamentalism », *The Middle East*, novembre 1988, p. 15-16.

17. Il est très difficile de se procurer les tracts du Djihad. Sur les 16 en notre possession, couvrant l'ensemble de la première année du soulèvement, nous nous en sommes procuré 5 (dont 2 faux) dans les territoires occupés, les autres ayant été publiés par *IF*, qui ne reproduit aucun de nos originaux ; rien ne permet, cependant, de mettre en doute l'authenticité des communiqués publiés à l'extérieur : les appels à la grève qu'on y trouve sont bien confirmés sur place tandis que le contenu idéologique correspond en tous points aux idées habituellement défendues par le mouvement.

18. *JP*, 19 janvier 1988.

19. La notion d'islam révolutionnaire suscite la colère indignée des Frères musulmans traditionnels qui concluent qu'il existerait également un islam réactionnaire, pluralité inacceptable qui mettrait à mal l'unicité de la Révélation (entretien personnel avec Mahmud al-Zahhar, Gaza, 27 novembre 1988).

20. Cf. également Ab al-Aziz Uda, interview, *al-Wahda al-Islamiyya*, 29 avril 1988, *op. cit.* : « L'étape présente ne permet pas l'utilisation des armes car le peuple est dans les camps et les rues. »

21. Le CNU prendra lui aussi ses distances avec les initiatives de MM. Siniora et Abu Rahma, faisant plier la direction extérieure qui soutenait au premier abord l'idée d'une rencontre avec M. Shultz lors de sa visite à Jérusalem le 26 février 1988. Dans un tract du 26 février 1988, le Djihad appelle à trois jours de grève pour « empêcher les dirigeants locaux de tendre la main au secrétaire d'État Shultz ».

22. *Democratic Palestine*, organe du FPLP de Georges Habache, mars 1988, et *al-Hurriyya*, organe du FDLP de Nayef Hawatmeh, 18 septembre 1988.

23. En mars 1988, Cheikh Bassam Jarrar, personnalité d'el-Bireh en contact avec les divers groupes islamistes (maintenant incarcéré), soutenait que l'incompatibilité radicale entre les positions du Djihad et celles de l'OLP excluait leur participation. « Si religieux il y a au sein du CNU, ils appartiennent tous au Fath », ajoutait-il. En novembre 1988, le Dr Mahmud al-Zahhar, proche de Hamas à Gaza, se montrait convaincu de la participation du Djihad au CNU durant les premiers mois du soulèvement, ajoutant, sans en donner les raisons, que le groupe s'en était retiré vers le mois d'avril.

24. *IF*, en tout cas, ne publie aucun communiqué du Djihad entre le 15 mai

DE L'ISLAM CONTEMPORAIN

(n° 4) et le 1^{er} septembre (n° 7); le n° 8 (1^{er} octobre) est introuvable pour le moment; les n° 9 (18 novembre) et 11 (31 décembre) publient deux communiqués condamnant les décisions du CNP. En Palestine occupée, nous n'avons pu nous procurer pour cette période que deux tracts; le premier, non daté, loue les mérites de chaque catégorie de la population et s'en prend aux régimes de Moubarak, Husayn et Asad « qui marchandent notre sang », et appelle à la poursuite du soulèvement. Un autre tract daté du 15 novembre (qui est peut-être un faux ?) n'aborde rien de la question palestinienne mais chante l'Intifada contre le gouvernement algérien, puissance invitante du CNP.

25. Des tracts des Brigades (14 février) et du Djihad (18 février) (repris dans *IF*, n° 2, 3 mars 1988) font part du décès de « trois de leurs Modjahédines dirigeants les plus droits »; le Fath, dans un communiqué diffusé à l'extérieur, revendique également l'appartenance des trois hommes à son mouvement; voir AFP, 18-02-88.

26. Une cellule est démantelée dans la région d'Hébron et de Bethléem dans le courant d'août 1988, suspectée d'avoir participé à une vingtaine d'actions armées entre 1980 et 1987, *JP*, 17 août 1988; le 12 août, l'armée découvre une cache d'armes dans une mosquée du centre de Gaza, sans qu'il soit précisé cependant si l'endroit relevait de la sphère du Djihad, *JP*, 24 août 1988; selon un bilan publié par le ministre de la Défense, le Shin Bet aurait démantelé en octobre-novembre 1988, 93 cellules « terroristes », réparties entre 49 d'« initiative locale », 29 Fath, 5 FDLP, 3 FPLP, 5 Hamas, 3 Djihad, 1 Abu Nidal, *JP*, 8 décembre.

27. Cf. les interviews de Cheikh Khalil al-Quqa, al-Ghuraba', Leeds, juin 1988, p. 12-13; *al-Mujtama*, Koweït, 9 août; *al-Anba'*, Koweït, 8 octobre, repris dans *FM*, octobre 1988, p. 33-40; *Liwa' al-Islam*, Le Caire, 11 novembre; Cheikh Ahmad Yasin, AF-P, 18 décembre 1987; *al-Sirat*, Umm al-Fahm, Israël, janvier 1988; *al-Mujtama*, Koweït, 16 août; AFP, 10 septembre; *Nida' al-Aqsa* (Ligue islamique de Palestine), Stuttgart, n° 11, septembre 1988. Cf. les articles de S. Gabbai, *op. cit.*; O. Nir, « The Uprising and Moslem Extremism », *Haaretz*, 16 septembre 1982; R. Paz, *Ha-'imna ha-islamit 'umichmautah iyyon rechoni utar-gum* (Le Pacte des islamiques et sa signification; analyse et traduction), université de Tel-Aviv, Centre Dayan 55 p.; nous remercions Mahmud Azab, professeur à Al-Azhar, qui a bien voulu compléter pour nous en arabe la traduction partielle anglaise parue in *Mideast Memo*, Jérusalem, n° 12, 31 octobre 1988, 15 p.; J.-L. Porte, « Les intégristes musulmans de Hamas: une force politique gênante mais incontournable pour les nationalistes palestiniens », AFP, 6 décembre 1988; Mahmud Qassem, « The Rise of Hamas », *Matzpen*, n° 170, octobre 1988, trad. dans *News From Within*, Jérusalem, 14 novembre 1982, p. 4-5; A. al-Aziz al-Umri, « Harakat Hamas, al-amal al-filastini » (Le mouvement Hamas, l'espoir palestinien), *al-Mujtama*, Koweït, 19 juillet 1988, p. 14-16.

28. C'est-à-dire pratiquant le *ribat*, la défense de l'islam et du monde musulman aux frontières avec le monde de l'infidélité.

29. *Al-Anba'*, 8 octobre 1988.

30. R. Paz, *op. cit.*, p. 8, signale que deux communiqués en mars 1987 contre la drogue et en novembre 1987 sur la façon de se protéger des services israéliens de renseignement ont été publiés à Gaza sous cette même signature. Rien ne prouve, cependant, qu'il s'agisse des mêmes auteurs.

31. Ce communiqué a été reproduit par *IF*, n° 1, 15 février 1988, qui le date de

janvier sans plus de précisions ; *al-Mujtama*, 19 juillet, cite un passage qu'il date du 15 décembre 1987 ; une phrase du tract laisse supposer qu'il est paru une semaine après le début du soulèvement ; dans la réédition d'avril effectuée par Hamas, le tract est présent, identique à la version reproduite par *IF*, non daté. Le militant de Hamas que nous connaissons à Naplouse donne la date du 14 décembre, date ensuite confirmée par plusieurs sources écrites.

32. Le deuxième, daté jumada I/janvier 1988, a été enregistré dans les archives du Centre d'études arabes de Jérusalem le 15 janvier ; le troisième est daté du 22 janvier.

33. *IF*, n° 1, 15 février 1988, reproduit le premier tract du Mouvement, le datant de janvier ; le n° 3, 1^{er} avril 1982, reproduit le sixième tract de Hamas du 3 mars 1988, mais qu'il date du 3 février 1988.

34. Cette thèse est également défendue par R. Paz, *op. cit.* ; anonyme (proche du CNU), « Hamas, Harakat al-muqawama al-islamiyya » (Hamas, Mouvement de la résistance islamique), 12 p. dact., s.d. (septembre 1988 ?), diffusé clandestinement à Jérusalem ; M. Abd al-Hamid, « Min al-Djihad al-mu'ajjal ila-l-takhrib al-munazzam » (Du Djihad ajourné à la destruction planifiée), *al-Hurriyya*, 18 septembre 1988.

35. Cette revendication ne paraît pas avoir fait l'unanimité puisque, dans une version du tract, les quelques lignes traitant de cette question ont été supprimées par un montage photocopié.

36. Contrairement à la Cisjordanie où l'« islam officiel » est entièrement contrôlé par la Direction jordanienne des Affaires religieuses, la bande de Gaza, en matière religieuse, dépend administrativement du gouverneur militaire israélien ; un « clergé parallèle » s'est donc mis en place, proche des Frères musulmans.

37. Dénoncée par le tract de Hamas de jumada 11 février 1988 et par celui du 14 février 1988 du PCP.

38. Dénoncé par le communiqué n° 24 du CNU, 22 août 1988.

39. D. Fisher et O. Williams, « Islamic Group Calls Holy War Palestine Key », *Los Angeles Times*, 5 septembre 1988, et surtout R. Paz, *op. cit.*

40. J. Greenberg et J. Brilliant, « Islamic Activists Lead their First West Bank Strike », *JP*, 22 août 1988 ; G. Frankel, « PLO-Fundamentalist Rift Seen in Occupied Territories », *Washington Post*, 6 septembre 1988 ; J. Greenberg et J. Brilliant, « Latest Leaflet Scores Split in Uprising Leadership », *JP*, 7 septembre 1988 ; D. Williams, « Rivalry to Control Uprising Grows », *Los Angeles Times*, 10 septembre 1988.

41. *Facts*, publié clandestinement en anglais par des proches du CNU (et du PCP) à Jérusalem, dénonce Hamas dans ses n° 24, 20 août 1988, et 25, 11 septembre 1988, considérant qu'Israël et la presse internationale montent en épingle les islamistes pour inventer une scission interne à la scène palestinienne et brandir le spectre du fanatisme islamique ; rappelant les violences pratiquées dans le passé par les Frères contre les nationalistes et soulignant leur collusion avec Israël, *Facts* rejette sur Hamas l'entière responsabilité de la différence de calendrier mobilisateur.

42. Lorsqu'elle ne tait pas le phénomène, l'OLP – tout particulièrement le Fath – cherche à minimiser les différends ; cf. par exemple Abu Iyad, interview, *al-Mujtama*, 17 novembre 1987, p. 22-25. *Filastin al-Thawra* (organe du Fath) et *Al-*

DE L'ISLAM CONTEMPORAIN

Hadaf (organe du FPLP) censurent le passage dirigé contre Hamas dans leur édition du communiqué du 6 septembre.

43. Selon le *Washington Post*, 18 septembre 1988, le CNU aurait offert un siège à Hamas qui aurait mis pour condition à son acceptation l'expulsion – bien évidemment rejetée – du Parti communiste. *Al-Hurriyya*, 18 septembre 1988, parle du « refus » de Hamas de s'associer au CNU.

44. *Davar* et *al-Hamishmar*, 26 octobre et *JP*, 30 octobre 1988.

45. Cette convergence s'était déjà trouvée en juillet : le 4, en effet, un communiqué du CNU dans une version émise par les proches du FPLP appelé à observer une grève générale le 8 pour marquer l'anniversaire de l'assassinat de Kanafani ; les autres membres du CNU publient leur propre communiqué le 6 et s'abstiennent de mobiliser la population le 8 tandis que Hamas, dès le 5, avait appelé à une grève générale ce même 8 juillet afin de marquer sa condamnation de la « guerre fratricide » palestinienne au Liban.

46. D. Daure, « Rivalités au sein de l'intifada après le CNP », AFP, 29 novembre 1988.

47. *JP*, 5 septembre 1988 ; AF-P, 10 septembre ; *al-Itihad*, Haïfa, 12 septembre.

48. Cf. notes 40 et 41.

49. Comparée à celle qui s'est abattue sur le Djihad, la répression à l'encontre de Hamas est, en effet, négligeable : parmi les dirigeants, seul Cheikh Khalil al-Quqa a été déporté, le 11 avril 1988, tandis que plusieurs hauts responsables présumés (Cheikh Yasin, le Dr Mahmud al-Zahhar) sont périodiquement interviewés à la télévision ou dans les journaux en tant que tels. Ibrahim Yazuri, successeur de Cheikh Yasin à la tête d'*al-Mujamma*, a été arrêté le 12 octobre 1988.

50. J.-L. Porte, « Des Palestiniennes de Gaza sous le joug intégriste », AFP, 19 septembre 1988. Les islamistes profitent également de la démission des policiers pour réinvestir le domaine de la sécurité publique et du judiciaire : J.-L. Porte, « A Gaza, la justice est rendue à l'ombre des mosquées », AFP, 26 octobre 1988.

51. N. Johnson, *Islam and the Politics of Meaning in Palestinian Nationalism*, Londres, Kegan Paul International, 1982. Au même moment, les islamistes puisent largement dans le vocabulaire tiers-mondiste révolutionnaire, utilisant sans cesse les termes *al-Thawra* (la révolution), *al-Chab* (le peuple), *al-Watan*, (la patrie), *al-Imbiriyya*, (l'impérialisme), etc. Le mot même de *mithaq* (pacte) est nouveau dans le vocabulaire des Frères, substantif jusque-là utilisé par les seules organisations « occidentalisées », comme le fait remarquer Reuven Paz.

52. J.-F. Legrain, « Le pouvoir en Cisjordanie : un combat à quatre », *Bulletin du CEDEJ*, n° 23, 1^{er} semestre 1988, p. 149-182.

53. En 1986, la Cisjordanie comptait 961 500 habitants, dont 369 494 réfugiés, 275 855 vivant en dehors des camps ; Gaza comptait 545 000 habitants, dont 440 356 réfugiés, 198 149 vivant en dehors des camps (« Jordanian-Palestinian Committee for the Steadfastness of Palestinian People », *Basic Statistical Indicators on Occupied Palestine*, Amman, 1988, tableaux 1/2 et 1/3.)

54. *Wataniyya*, selon l'expression locale désignant personnalités ou institutions considérées comme jouissant d'une reconnaissance unanime dépassant les simples limites locales ou sectorielles. L'usage a été manifestement influencé par l'anglais, qui, contrairement au français et à l'arabe, ne fait pas la distinction entre le patrio-

INTELLECTUELS ET MILITANTS

tisme (*wataniyya*) et le nationalisme (*qawmiyya*). Il serait donc plus juste de parler de « Front patriotique » ou d'« orientation patriotique ».

55. A Bir Zeit, entre 1981 et 1987, 9 des 53 élus identifiés (sur 54) étaient des réfugiés ; à Najah, 14 des 67 élus identifiés depuis 1979 (sur 77) et à Bethléem 5 des 42 identifiés depuis 1980 (sur 54).

56. On retrouve là l'héritage de l'alliance passée à l'époque mandataire entre certaines familles de Jérusalem et les Hébronites sous la houlette de Hajj Amin al-Husayni contre le clan Nachachibi, rival des Husayni à Jérusalem. Les 38 autres membres du Conseil le sont à titre professionnel, fonctionnaires des *waqfs* ou juges des tribunaux religieux, et relèvent d'origines géographiques plus diversifiées, les réfugiés étant cependant toujours absents.

57. Habituellement désigné comme « document Husayni », du nom du directeur du Centre d'études arabes de Jérusalem, ce texte est une ébauche de projet de déclaration d'indépendance d'un État palestinien saisi au centre lors d'une rafle des renseignements militaires. Cf. J.-F. Legrain, « Le *leadership* palestinien de l'intérieur. " Document Husayni ", été 1988 », *Égypte-Monde arabe*, Le Caire CEDEJ, à paraître, n° 2, 2^e trimestre 1990.

58. 3 des 5 doivent cette « promotion » à leur élection dans des conseils étudiants.

59. Les chrétiens continuent à jouir d'une surreprésentation traditionnelle, avec 34 personnalités sur les 152. L'éventail politique est représenté dans son ensemble : 14 pro-jordaniens, 76 Fath, 15 PCP, 12 FDLP, 14 FPLP, 2 Baath, 1 Abu Musa, 5 islamistes et 13 indépendants. Les professions sont très largement dominées par les « intellectuels » (67 enseignants, chercheurs, journalistes, étudiants) et les membres des professions libérales (20 médecins, 5 pharmaciens, 9 avocats et 7 ingénieurs). L'université de Bir Zeit (étudiants, enseignants, employés, membres du conseil d'administration) fournit à elle seule une trentaine de représentants.

60. Respectivement rédacteur en chef du quotidien de Jérusalem *al-Fajr* et bâtonnier de Gaza, tous deux officiellement désignés par l'OLP en 1986 pour faire partie d'une éventuelle délégation jordano-palestinienne à une conférence de paix.

61. Élections étudiantes entre 1981 et 1987 ; dans la même période, 4 des 31 candidats identifiés du Fath provenaient de Gaza.

62. 12 attestés sur 17, le 18^e étant originaire de Gaza-Ville. 6 des 31 candidats du Fath identifiés sont des réfugiés, à égalité entre Gaza et Cisjordanie, 14 des 25 restants provenant de villages. Les indications portant sur les FPLP, FDLP et PCP qui sont actuellement en notre possession sont encore trop parcellaires pour en tirer un enseignement bien établi ; leur mobilisation apparaît globalement comme plutôt urbaine.

63. Comme à Bir Zeit, le Fath est avant tout rural avec 16 des 21 candidats identifiés ; 4 réfugiés apparaissent sur ses listes, dont 1 de Gaza.

64. Selon *JP*, 30 octobre 1988, Hamas aurait récemment entrepris une collaboration avec le FPLP-CG de l'intérieur (mais existe-t-il vraiment ?) ; selon le Fath-Conseil provisoire (Abu Musa), des contacts ont été pris avec Hamas par le Fath-CP, la Saïqa, le FPLP-CG, le PC révolutionnaire palestinien et le Mouvement de libération populaire arabe (Najī Allouche), réunis à Damas à la fin du mois de décembre pour désigner une nouvelle direction de l'OLP. AFP, 19 et 23 décembre 1988.